



Comité de défense de l'hôpital public de Sarlat

A Sarlat

Mort programmée d'un hôpital de proximité

Le service de chirurgie de l'hôpital de Sarlat accuse un déficit budgétaire important et souffre toujours d'un manque non résolu de chirurgiens en poste. Dans le cadre de l'élaboration du projet médical de l'établissement, le démantèlement s'accélère. Les personnels du service de chirurgie ont appris, le 18 septembre dernier, que leur service fermera progressivement ses lits au profit d'activités hospitalières ambulatoires (c'est-à-dire des actes pratiqués dans l'hôpital avec la sortie du patient le jour même).

Parallèlement, au plan national, on nous parle du fameux trou de la Sécurité sociale (annoncé à 8 milliards d'euros) et de la nécessité d'accélérer le rythme des économies.

La Cour des comptes, dans ses recommandations, cible l'optique, la biologie médicale et le développement de la chirurgie ambulatoire. Ainsi, et c'est inacceptable, ce sont les comptables de l'Etat qui, non contents d'afficher cyniquement un bilan négatif, déterminent les grandes lignes de la politique de santé qui doit être mise en œuvre dans notre pays ! Les chiffres sont ainsi devenus les seuls déterminants pour définir les besoins sanitaires de la population. L'agence régionale de santé d'Aquitaine (ARS) applique ainsi les règles décidées au plus haut sommet du pouvoir politique et pousse l'hôpital de Sarlat à mettre en œuvre un plan de restructuration drastique.

Il faut pourtant prendre en compte la réalité de notre territoire. En 2008 déjà, plus de 17 % des Français renonçaient aux consultations chez un médecin pour des raisons d'éloignement géographique (sondage Ipsos). Ce pourcentage a depuis considérablement augmenté.

Quel sera donc le niveau de renoncement aux soins à la fermeture des services de chirurgie de proximité ? On le sait, la fermeture d'un service de chirurgie a tendance à provoquer un effet domino.

Au final, on va avoir un hôpital de proximité condamné à ne faire que de la médecine et de la gériatrie. On fait fuir les jeunes médecins généralistes incapables de s'installer tout seuls dans des déserts chirurgicaux. C'est un cercle vicieux qui organise la désertification, au détriment, toujours des mêmes, les patients les plus pauvres et les plus fragiles.

Le comité de défense de l'hôpital de Sarlat condamne un projet médical et des restructurations, qui se décident sans débat ni concertation avec les populations concernées (usagers de la santé et salarié(e)s).

Le comité vous appelle à renforcer son action par l'adhésion à l'association. Il est déterminé à soutenir et organiser la mobilisation pour maintenir notre hôpital de proximité à Sarlat, pour refuser la désertification sanitaire, pour défendre notre droit à la santé.